

Comment les Britanniques ont vendu le mondialisme aux États-Unis



[Source : reseauinternational.net]

Par Richard Poe

Le 13 avril 1919, un détachement de cinquante soldats britanniques a ouvert le feu sur des manifestants à Amritsar, en Inde, tuant des centaines de personnes.

Les soldats étaient des Indiens, dans des uniformes britanniques.

Leur commandant était un Anglais.

Quand le colonel Reginald Dyer a donné l'ordre, cinquante Indiens ont tiré sur leurs propres compatriotes, sans hésitation, et ont continué à tirer pendant dix minutes.

C'est ce qu'on appelle le soft power.

L'Empire britannique s'est construit sur cette base.

Le soft power est la capacité de séduire et de coopter les autres pour qu'ils vous obéissent.

Certains l'appellent le contrôle de l'esprit.

Grâce à l'utilisation du soft power, un petit pays comme l'Angleterre peut dominer des pays plus grands et plus peuplés.

Même les puissants États-Unis cèdent encore à l'influence britannique d'une manière que la plupart des Américains ne comprennent pas.

Depuis plus de cent ans, les Américains sont poussés sans relâche sur la voie du mondialisme, à l'encontre de leurs propres intérêts et de leur penchant naturel.

La poussée vers le mondialisme provient principalement de groupes de pression britanniques qui se font passer pour des groupes de réflexion américains. Le

plus important d'entre eux est le Council on Foreign Relations (CFR).

Origine du CFR

Le CFR est issu du Mouvement britannique de la Table ronde.

Dans mon dernier article, « *Comment les Britanniques ont inventé le mondialisme* », j'ai expliqué comment les dirigeants britanniques ont commencé à formuler des plans pour un gouvernement mondial au cours du XIXe siècle.

Avec le financement du Rhodes Trust, un groupe secret appelé la Table ronde a été formé en 1909. Il a implanté des agences dans les pays anglophones, notamment aux États-Unis, pour faire de la propagande en faveur d'une fédération mondiale de peuples anglophones unis dans un seul super-État.

L'objectif à long terme de la Table ronde – comme l'a clairement indiqué Cecil Rhodes dans son testament de 1877 – était de parvenir à la paix mondiale par l'hégémonie britannique.

Dans ce processus, Rhodes cherchait également (et je cite) le « *rétablissement ultime des États-Unis d'Amérique en tant que partie intégrante de l'Empire britannique* ».

Les Dominions

Il s'est avéré que les colonies anglophones de Grande-Bretagne ne voulaient pas faire partie de la fédération de Rhodes. Elles voulaient l'indépendance.

Les membres de la Table Ronde ont donc proposé un compromis. Ils ont offert le statut de « Dominion » ou une indépendance partielle à la place.

Le Canada devait servir de modèle. Il avait obtenu le statut de Dominion en 1867. Cela signifie que le Canada se gouvernait lui-même à l'intérieur, tandis que la Grande-Bretagne dirigeait sa politique étrangère. Les Canadiens restaient des sujets de la Couronne.

Les Britanniques proposent désormais le même accord aux autres colonies anglophones.

On s'attendait à une guerre avec l'Allemagne, aussi les membres de la Table ronde devaient-ils travailler rapidement.

La Grande-Bretagne devait amadouer les Dominions en leur offrant l'autonomie, afin qu'ils acceptent de fournir des troupes pour la guerre à venir.

L'Australie est devenue un Dominion en 1901, la Nouvelle-Zélande en 1907 et l'Afrique du Sud en 1910.

Courtiser les États-Unis

Les États-Unis représentaient un défi particulier. Ils avaient obtenu leur indépendance en 1776. De plus, ses relations avec la Grande-Bretagne étaient houleuses, marquées par une Révolution sanglante, la guerre de 1812, des conflits frontaliers avec le Canada et l'ingérence britannique dans la guerre de Sécession.

À partir des années 1890, les Britanniques ont mené un blitz de relations publiques appelé « le Grand Rapprochement », promouvant l'unité anglo-américaine.

Le magnat de l'acier d'origine écossaise Andrew Carnegie a appelé ouvertement à une « Union anglo-américaine » en 1893. Il prônait le retour des États-Unis dans l'Empire britannique.

Le journaliste britannique W.T. Stead a plaidé en 1901 pour des « *États-Unis du monde anglophones* ».

Une solution « canadienne » pour les États-Unis

Du point de vue britannique, le Grand Rapprochement était un échec.

Lorsque la Grande-Bretagne a déclaré la guerre à l'Allemagne en 1914, les troupes ont afflué de tous les coins de l'Empire. Mais pas des États-Unis. Les États-Unis n'ont envoyé des troupes qu'en avril 1917, après deux ans et demi d'intenses pressions de la part des Britanniques.

Pour les Britanniques, ce retard était intolérable. Il prouvait que l'on ne pouvait pas faire confiance aux Américains pour prendre des décisions importantes.

La Table ronde a cherché une solution « canadienne » : manipuler les États-Unis pour qu'ils deviennent un Dominion, la Grande-Bretagne contrôlant leur politique étrangère.

Cela devait se faire discrètement, par des voies détournées.

Pendant les pourparlers de paix de Paris en 1919, les agents de la Table ronde ont travaillé avec des anglophiles américains triés sur le volet (dont beaucoup étaient membres de la Table ronde), afin de concevoir des mécanismes formels pour coordonner la politique étrangère américaine et britannique.

Le mécanisme de contrôle

Le 30 mai 1919, l'Anglo-American Institute of International Affairs (AAIIA) a été créé, avec des branches à New York et à Londres.

Pour la première fois, une structure officielle avait été établie pour harmoniser la politique des États-Unis et du Royaume-Uni au plus haut niveau.

Cependant, le moment était mal choisi. Le sentiment anti-britannique montait aux États-Unis. Beaucoup reprochaient à l'Angleterre de les avoir entraînés dans la guerre. Au même moment, les mondialistes anglais dénonçaient les Américains comme des tire-au-flanc pour ne pas avoir soutenu la Société des Nations.

L'unité anglo-américaine étant temporairement discréditée, les membres de la Table ronde ont décidé de séparer les branches de New York et de Londres en 1920, pour sauver les apparences.

Lors de la séparation, la branche londonienne a été rebaptisée British Institute of International Affairs (BIIA). En 1926, le BIIA a reçu une charte royale, devenant le Royal Institute of International Affairs (RIIA), plus connu sous le nom de Chatham House.

Pendant ce temps, la branche new-yorkaise est devenue le Council on Foreign Relations en 1921.

Après s'être séparé de Chatham House, le CFR a continué à travailler en étroite collaboration avec son homologue britannique, dans le cadre d'un code de secret strict appelé « règles de Chatham House ».

L'agenda du CFR

Le CFR déclare sur son site Internet qu'il « *ne prend aucune position institutionnelle sur les questions de politique* ». Mais c'est faux.

« *L'empreinte de l'internationalisme* » est apparente dans toutes les publications du CFR, note le politologue britannique Inderjeet Parmar dans son ouvrage de 2004 intitulé « *Les think tanks et le pouvoir en politique étrangère* ». Les écrits du CFR témoignent également d'une hostilité marquée à l'égard de ce que le Conseil appelle « l'isolationnisme ».

Parmar conclut que le CFR poursuit deux objectifs :

1. L'unité anglo-américaine
2. Le mondialisme

Ce sont les mêmes objectifs que ceux énoncés dans le testament de Rhodes, qui appelait à une union globale anglo-américaine si puissante qu'elle « *rendrait les guerres impossibles par la suite...* »

« Le vaisseau mère »

Protégé par les « règles de Chatham House », le CFR a longtemps opéré dans l'ombre, son existence même étant inconnue de la plupart des Américains.

Néanmoins, des rumeurs sur son pouvoir ont filtré au fil des ans.

« Peu d'institutions importantes de la société américaine ont été aussi régulièrement mises au pilori que le Council on Foreign Relations », écrivait l'historien Robert J. McMahon en 1985. *« Pour les théoriciens de la conspiration de droite comme pour les critiques radicaux de gauche, l'organisation basée à New York a souvent évoqué la crainte d'une minuscule élite tirant malencontreusement les ficelles de la politique étrangère américaine ».*

En fait, le contrôle effectif du CFR sur la politique étrangère des États-Unis n'est pas une théorie du complot, mais plutôt un fait bien connu des initiés du Beltway, qui ont surnommé le CFR *« le véritable Département d'État »*.

En 2009, la secrétaire d'État Hillary Clinton a admis avoir reçu des instructions du CFR, qualifiant son siège new-yorkais de *« vaisseau-mère »*.

S'exprimant dans le bureau du Conseil nouvellement ouvert à Washington, Clinton a déclaré : *« Je me suis souvent rendue, je suppose, au vaisseau-mère à New York, mais il est bon d'avoir un avant-poste du Conseil ici même, en bas de la rue du Département d'État. Nous recevons beaucoup de conseils du Conseil, donc cela signifie que je n'aurai pas à aller aussi loin pour me faire dire ce que nous devrions faire et comment nous devrions penser à l'avenir ».*

Le CFR contre Trump

Le candidat Trump n'a pas partagé l'enthousiasme d'Hillary pour les *« conseils »* britanniques.

Au contraire, les politiques de Trump s'opposaient expressément aux positions britanniques sur le changement climatique, les frontières ouvertes, les accords commerciaux truqués et les guerres sans fin. La politique *« America First »* de Trump incarnait ce que le CFR appelle *« l'isolationnisme »*.

C'en était trop pour les Britanniques et leurs collaborateurs américains.

La *« Résistance »* anti-Trump était née.

Le 16 juin 2015, Trump a annoncé qu'il était candidat à la présidence.

Fin 2015, l'agence d'écoutes britannique GCHQ aurait découvert des *« interactions »* entre la campagne Trump et les services de renseignement russes.

Le GCHQ a transmis ce *« matériel »* à John Brennan, alors chef de la CIA, au cours de l'été 2016.

Un titre du 13 avril 2017 du journal britannique *The Guardian* annonçait fièrement : *« Les espions britanniques ont été les premiers à repérer les »*

liens de l'équipe Trump avec la Russie ».

L'article expliquait : « *Des sources du renseignement américain et britannique reconnaissent que le GCHQ a joué un rôle précoce et prépondérant dans le coup d'envoi de l'enquête Trump-Russie du FBI... Une source a qualifié l'agence d'écoute britannique de 'principal dénonciateur' ».*

Ainsi, les renseignements britanniques ont préparé le terrain pour l'enquête Mueller et la mise en accusation du « Russiagate » plus d'un an avant l'élection de Trump.

Appels à la mutinerie militaire

Dix jours seulement après l'entrée en fonction de Trump en 2017, le magazine *Foreign Policy* a appelé à un « *coup d'État militaire* » contre le nouveau président.

L'article du 20 janvier 2017 portait le titre « *3 façons de se débarrasser du président Trump avant 2020* ». Le professeur de droit Rosa Brooks y appelait à la mise en accusation de Trump ou à sa destitution en vertu du 25ème amendement.

En dernier recours, selon Brooks, on pourrait essayer une méthode « *dont j'aurais dit jusqu'à récemment qu'elle était impensable aux États-Unis d'Amérique : un coup d'État militaire...* »

Foreign Policy appartient à la famille Graham, dont la matriarche Katharine Graham a contribué à faire tomber Nixon lorsqu'elle était éditrice du *Washington Post*.

Les Graham sont des initiés consommés de Washington. Ils n'auraient pas appelé à un « *coup d'État militaire* » sans le feu vert du « *vaisseau-mère* ».

Déstabiliser les États-Unis

La preuve de la complicité du CFR est apparue en novembre 2017, lorsque le magazine *Foreign Affairs* s'est fait l'écho de *Foreign Policy*, en exhortant les « *hauts responsables militaires* » à « *résister aux ordres* » de Trump, et à envisager de le destituer en vertu du 25ème amendement.

Foreign Affairs est le journal officiel du Council on Foreign Relations.

Tout au long de la présidence de Trump, *Foreign Affairs* l'a accusé à plusieurs reprises d'instabilité mentale, exhortant les « *chefs militaires* » et les « *officiers du cabinet* » à se tenir prêts à l'évincer.

Venant du « *vaisseau-mère* », ces incitations avaient un poids d'autorité inhabituel. Elles ont attisé les flammes de la rhétorique de Washington, ébranlant la nation et faisant de l'insurrection et du coup d'État la « *nouvelle normalité* » de la politique américaine.

Étant donné l'indéniable pedigree britannique du CFR, la rhétorique surchauffée du magazine *Foreign Affairs* soulève des questions sur les motivations britanniques.

Il est clair que Whitehall a considéré Trump comme une menace existentielle. Mais pourquoi ? Pourquoi les quolibets de Trump sur la politique commerciale ont-ils été jugés si menaçants pour les intérêts britanniques qu'ils justifiaient une mutinerie militaire ?

Neutraliser la menace américaine

Je crois que la réponse peut être trouvée dans les écrits originaux du groupe Rhodes.

Dans son livre de 1901 intitulé « *L'américanisation du monde* », le journaliste britannique W.T. Stead – proche collaborateur de Rhodes – soutenait que l'Angleterre n'avait que deux choix. Elle doit fusionner avec les États-Unis ou être remplacée par eux.

Le choix était clair. Fusionner avec les États-Unis pourrait sauver la place de la Grande-Bretagne dans le monde. Mais toute tentative de rivaliser avec les États-Unis ne peut que se solder par une défaite.

Dans les années 1890, les dirigeants britanniques savent déjà que le maintien de l'ordre dans leur empire est devenu trop coûteux. L'octroi de l'autonomie aux Dominions permettait d'économiser un peu d'argent, en rendant les Dominions responsables de leur propre défense. Mais les dépenses militaires étaient encore trop élevées.

En 1906, le banquier britannique Lord Avebury s'est plaint que les États-Unis s'enrichissaient aux dépens de la Grande-Bretagne. Alors que les États-Unis profitaient de la Pax Britannica, la Grande-Bretagne dépensait 60% de plus que les États-Unis pour son armée, afin que le monde reste sûr pour les affaires.

Aujourd'hui – grâce au CFR – la situation est inversée en faveur de la Grande-Bretagne.

Maintenant, les États-Unis contrôlent le monde, tandis que les investisseurs britanniques s'enrichissent grâce à la Pax Americana. Les dépenses militaires britanniques ne représentent plus qu'une fraction des américaines.

Compte tenu de ces faits, il devient plus facile de comprendre pourquoi les Britanniques ne voulaient pas que Trump bouleverse le panier à salade.

Les nouveaux impérialistes

Les élites britanniques ne se contentaient pas de transférer le coût de l'empire aux États-Unis. Elles voulaient également garder le contrôle de la politique impériale, et ainsi avoir le beurre et l'argent du beurre. Avec

l'aide du CFR, elles ont été très près d'atteindre cet objectif.

Le mouvement « New Imperialist » en Grande-Bretagne cherche à reconstruire l'influence mondiale du Royaume-Uni, sur le dos de l'armée américaine. L'historien britannique Andrew Roberts a annoncé ce nouveau mouvement dans un article paru le 8 janvier 2005 dans le *Daily Mail*.

Le titre résume bien leur philosophie : « Recoloniser l'Afrique ».

Soutenant que « *l'Afrique n'a jamais connu de meilleurs moments que sous la domination britannique* », Roberts appelle sans détour à la « recolonisation ». Il affirme que les principaux hommes d'État britanniques soutiennent « en privé » cette politique, mais « *ne pourront jamais être vus comme l'approuvant publiquement...* »

Roberts se vante que la plupart des dictatures africaines s'effondreraient à « *la simple arrivée à l'horizon d'un porte-avions d'un pays anglophone...* »

Il n'a pas précisé quel « pays anglophone » serait censé fournir des porte-avions pour de telles aventures, mais je vous donne trois chances de deviner.

La révolution inachevée des États-Unis

Plus de cent ans ont passé depuis que W.T. Stead a averti que la Grande-Bretagne devait fusionner avec les États-Unis ou être remplacée par elle. Peu de choses ont changé.

Les élites britanniques sont toujours confrontées au même choix. Elles ne peuvent pas accepter un monde dirigé par les Américains, elles doivent donc trouver des moyens de les contrôler.

Pour la part des Américains, ils ne doivent pas accepter leur contrôle.

Le défi de la génération américaine est de rompre le charme du soft power britannique.

Achever le travail de leur révolution inachevée.

Les Nouveaux Impérialistes Poussent CANZUK

Seize ans après l'annonce du « Nouvel Impérialisme », Andrew Roberts et ses collègues impérialistes continuent de faire pression pour réaliser le rêve de Cecil Rhodes d'une union anglophone.

Dans un éditorial du *Wall Street Journal* daté du 8 août 2020, Roberts fait la promotion du traité CANZUK, qui vise à unir le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Grande-Bretagne dans un super-État mondial, « *capable de faire front avec les États-Unis* » contre « *une Chine de plus en plus revancharde* ».

Comme toujours, Roberts fait des plans pour les États-Unis.

Comme d'habitude, ses plans impliquent de les faire entrer en guerre.

Les élites britanniques ne comprendront jamais les Américains

Dans son livre de 2006 intitulé « *Histoire des peuples anglophones depuis 1900* », Roberts suggère avec désinvolture que l'Amérique serait mieux sous une monarchie.

Un gouvernement monarchique aurait épargné aux Américains le traumatisme du Watergate, affirme-t-il. Un monarque serait intervenu et aurait renvoyé Nixon, tout comme la reine Elizabeth II a renvoyé le premier ministre australien Gough Whitlam en 1975.

Pas besoin d'un quelconque processus démocratique.

Roberts ne se demande pas comment une telle intervention royale aurait été acceptée par la « majorité silencieuse » qui a voté pour Nixon et l'a soutenu.

MAGA contre MABA

En résumé, Trump cherchait à rendre l'Amérique grande à nouveau (MAGA) en restaurant son indépendance et son autosuffisance.

Le CFR cherche à rendre l'Amérique britannique à nouveau (MABA).

C'est aussi simple que cela.

Si les années Trump nous ont appris quelque chose, c'est que MAGA et MABA ne font pas bon ménage.

Dès l'instant où il y a un président qui défend la souveraineté américaine, les Britanniques deviennent fous, et poussent les États-Unis au bord de la guerre civile.

Il est clair que les États-Unis ne peuvent pas être « grands » et « britanniques » en même temps.

Ils doivent choisir l'un ou l'autre.

source : <https://www.lewrockwell.com>

traduit par Réseau International